

DÉCISIONS

DÉCISION 2011/17/PESC DU CONSEIL

du 11 janvier 2011

modifiant la décision 2010/656/PESC du Conseil renouvelant les mesures restrictives instaurées à l'encontre de la Côte d'Ivoire

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 29,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 29 octobre 2010, le Conseil a adopté la décision 2010/656/PESC renouvelant les mesures restrictives instaurées à l'encontre de la Côte d'Ivoire ⁽¹⁾.
- (2) Le 22 décembre 2010, le Conseil a adopté la décision 2010/801/PESC ⁽²⁾ modifiant la décision 2010/656/PESC en vue d'imposer une interdiction de visa à l'encontre de ceux qui font obstruction au processus de paix et de réconciliation nationale et en particulier menacent le bon aboutissement du processus électoral.
- (3) Compte tenu de la gravité de la situation en Côte d'Ivoire, il convient d'inscrire d'autres personnes sur la liste des personnes faisant l'objet de mesures restrictives qui figure à l'annexe II de la décision 2010/656/PESC,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les personnes mentionnées en annexe de la présente décision sont ajoutées à la liste figurant à l'annexe II de la décision 2010/656/PESC.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le 11 janvier 2011.

Par le Conseil
Le président
J. MARTONYI

⁽¹⁾ JO L 285 du 30.10.2010, p. 28.

⁽²⁾ JO L 341 du 23.12.2010, p. 45.

ANNEXE

Personnes visées à l'article 1^{er}

	Nom (et alias éventuels)	Informations d'identifica- tion	Motifs
1.	Yanon Yapo		Prétendument Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'homme Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
2.	Dogou Alain		Prétendument Ministre de la Défense et du service civique Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
3.	Emile Guiriéoulou		Prétendument Ministre de l'Intérieur Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
4.	Charles Désiré Noël Laurent Dallo		Prétendument Ministre de l'Economie et des Finances Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
5.	Augustin Kouadio Komoé		Prétendument Ministre des Mines et de l'énergie Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
6.	Christine Adjobi Nebout		Prétendument Ministre de la Santé et de la lutte contre le SIDA Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
7.	Yapo Atsé Benjamin		Prétendument Ministre de la Construction et de l'Urbanisme Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
8.	Coulibaly Issa Malick		Prétendument Ministre de l'Agriculture Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
9.	Ahoua Don Mello		Prétendument Ministre de l'Équipement et de l'Assainissement Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
10.	N'Goua Abi Blaise		Prétendument Ministre des Transports Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
11.	Anne Jacqueline Lohouès Oble		Prétendument Ministre de l'Éducation nationale Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
12.	Angèle Gnonsoa		Prétendument Ministre de l'Enseignement technique Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
13.	Koffi Koffi Lazare		Prétendument Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
14.	Elisabeth Badjo Djékouri épouse Dagbo Jeannie		Prétendument Ministre de la Fonction publique Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
15.	Charles Blé Goudé		Prétendument Ministre de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'emploi, Président du Congrès Panafricain des Jeunes et des Patriotes (COJEP) Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo. Pour mémoire: fait déjà l'objet de sanctions depuis 2005 par le Conseil de Sécurité des NU
16.	Philippe Attey		Prétendument Ministre de l'Industrie et du Développement du Secteur privé Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
17.	Danièle Boni Claverie (ressortissante française et ivoirienne)		Prétendument Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo

	Nom (et alias éventuels)	Informations d'identification	Motifs
18.	Ettien Amoikon		Prétendument Ministre des Techniques de l'Information et de la Communication Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
19.	Ouattara Gnonzié		Prétendument Ministre de la Communication Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
20.	Alphonse Voho Sahi		Prétendument Ministre de la Culture Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
21.	Kata Kéké		Prétendument Ministre de la Recherche scientifique Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
22.	Franck Guéi		Prétendument Ministre des Sports Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
23.	Touré Amara		Prétendument Ministre du Commerce Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
24.	Kouamé Sécéré Richard		Prétendument Ministre du Tourisme et de l'Artisanat Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
25.	Anne Gnahouret Tatret		Prétendument Ministre de la Solidarité, Reconstruction et Cohésion sociale Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
26.	Nyamien Messou		Prétendument Ministre du Travail Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
27.	Koné Katina Justin		Prétendument Ministre délégué au Budget Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
28.	N'guessan Yao Thomas		Prétendument Ministre délégué auprès du ministre de l'Education nationale chargé de l'Enseignement supérieur Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
29.	Lago Daléba Loan Odette		Prétendument Secrétaire d'Etat chargé de la vie scolaire et étudiante Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
30.	Georges Armand Alexis Ouégnin		Prétendument Secrétaire d'Etat chargé de l'Assurance maladie Universelle Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
31.	Dogo Djéréké Raphaël		Prétendument Secrétaire d'Etat chargé des handicapés Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
32.	Dosso Charles Radel Durando		Prétendument Secrétaire d'Etat chargé des Victimes de Guerre Participation au gouvernement illégitime de M. Laurent Gbagbo
33.	Timothée Ahoua N'Guetta		Membre du Conseil constitutionnel A participé à la validation de faux résultats
34.	Jacques André Daligou Monoko		Membre du Conseil constitutionnel A participé à la validation de faux résultats
35.	Bruno Walé Ekpo		Membre du Conseil constitutionnel A participé à la validation de faux résultats
36.	Félix Tano Kouakou		Membre du Conseil constitutionnel A participé à la validation de faux résultats

	Nom (et alias éventuels)	Informations d'identifica- tion	Motifs
37.	Hortense Kouassi Angoran		Membre du Conseil constitutionnel A participé à la validation de faux résultats
38.	Joséphine Suzanne Touré		Membre du Conseil constitutionnel A participé à la validation de faux résultats
39.	Konaté Navigué		Président des jeunes du FPI Incitation à la haine et à la violence
40.	Patrice Bailly		Conseiller sécurité de l'ancien Président Gbagbo
41.	Marcel Gossio		Directeur Général du Port Autonome d'Abidjan Contribue au financement des caisses publiques restées sous le contrôle effectif de l'ancien Président
42.	Alphonse Mangly		Directeur Général des douanes Contribue au financement des caisses publiques restées sous le contrôle effectif de l'ancien Président
43.	Marc Gnatoa		Chef du FSCO (Front de sécurisation du Centre-Ouest) Chef de milice. Exactions
44.	Moussa Touré Zéguen		Secrétaire général des GPP (Groupement des Patriotes pour la Paix) Responsable de milice. Exactions
45.	Bro Grébé Geneviève		Présidente des Femmes patriotiques de Côte d'Ivoire Incitation à la haine et à la violence
46.	Lorougnon Marie Odette		Secrétaire nationale des femmes du FPI Incitation à la haine et à la violence
47.	Felix Nanihio		Secrétaire Général CNCA (Conseil National de la Communication Audio Visuel) Complice actif de la campagne de désinformation
48.	Stéphane Kipré		Directeur de publication du journal Le Quotidien d'Abidjan Incitation à la haine et à la violence
49.	Lahoua Souanga Etienne alias César Etou		Directeur de publication et Rédacteur en chef du journal Notre Voie Incitation à la haine et à la violence
50.	Jean Baptiste Akrou		Directeur général du journal Fraternité Matin Incitation à la haine et à la violence
51.	Général de Corps d'Armée Philippe Mangou		Chef d'Etat Major des Armées Prises de position politique en faveur du M. Gbagbo. Répression des mouvements populaires. Soutien au Président Gbagbo explicite lors de la cérémonie d'investiture.
52.	Colonel Affro (gendarmerie)		Adjoint au Commandement Supérieur de Gendarmerie Répression des mouvements populaires de février, novembre et décembre 2010.
53.	Laurent Ottro Zirignon		Président du Conseil d'Administration de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) Contribue au financement de l'administration illégitime de M. Laurent Gbagbo
54.	Abdoulaye Diallo		Président de la Société Générale d'Importation et d'Exportation de Côte d'Ivoire (SOGIEX SA) Contribue au financement de l'administration illégitime de M. Laurent Gbagbo

	Nom (et alias éventuels)	Informations d'identifica- tion	Motifs
55.	Kassoum Fadika		Directeur de PETROCI Contribue au financement de l'administration illégitime de M. Laurent Gbagbo
56.	Djédjé Mama Simone		Directeur Général du Trésor Contribue au financement de l'administration illégitime de M. Laurent Gbagbo
57.	Feh Kessé Lambert		Directeur Général des Impôts Contribue au financement de l'administration illégitime de M. Laurent Gbagbo
58.	Frédéric Lafont (ressortissant français)		Entrepreneur Personne susceptible d'agir en violation de l'embargo
59.	Mme Frédéric Lafont née Louise Esme Kado (ressortissante française)		Entrepreneur Personne susceptible d'agir en violation de l'embargo